

ARRÊTER LA GUERRE AVEC LES ARMES DE LA POLITIQUE

Le cauchemar d'une nouvelle guerre incluant une issue nucléaire en Europe s'est matérialisé dans la nuit entre les 23 et 24 février 2022...

D'abord soyons clairs. L'intervention militaire de la Russie contre l'Ukraine ne constitue pas une action légitime de défense des deux Républiques du Donbass selon l'article 5 de la Charte des Nations Unies comme prétendu par Poutine mais constitue une violation de l'interdiction de l'usage de la force contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tout Etat interdite par l'article 2, alinéa 4 de la Charte des Nations unies.

De plus, cet usage de la force s'exerce, comme cela est trop souvent le cas, en dehors de tout respect du droit de la guerre (notamment ne pas viser les civils) inscrit dans les conventions de Genève.

L'action de la Russie constitue une violation du droit international semblable à l'agression perpétrée par les Etats-Unis contre l'Irak le 20 mars 2003 visant à abattre le régime politique de ce pays et à le remplacer par un autre gouvernement.

Formellement ces deux violations s'équivalent. Il faut voir maintenant la diversité des motivations. Dans le premier cas les Etats-Unis ont estimé avoir été amenés à agresser un Etat distant de 10000 km de leurs frontières avec le prétexte – évidemment faux – de la présence d'armes de destruction massive (ADM) ; dans le deuxième cas la Russie a agi avec le prétexte de garantir sa sécurité face à l'Ukraine, pays frontalier qui envisageait de s'assurer la protection des ADM de l'Otan.

Aujourd'hui les Etats-Unis, le Royaume Uni et l'UE ont décidé d'appliquer des sanctions toujours plus dures vis-à-vis de la Russie. Rappelons que J.Biden avait menacé de sanctions très sévères pour décourager toute intervention militaire mais ça n'a servi à rien. La menace de sanctions donc la politique de dissuasion s'en est trouvée, dans l'immédiat plutôt amoindrie...

Aujourd'hui il faut s'interroger sur ce qui a fait que le climat de détente, de démilitarisation en Europe créé par Gorbatchev avec le démantèlement du mur de Berlin, le retrait des troupes soviétiques de l'Europe orientale et la dissolution du Pacte de Varsovie, s'est transformé en son contraire.

En fait la fin de la guerre froide a été interprétée par l'Occident comme une grande victoire, amenant les vainqueurs à maintenir à proximité, au « contact », la structure militaire installée dès 1949, l'Otan, malgré la dissolution de son adversaire militaire, le Pacte de Varsovie. Il en est résulté une sorte de sentiment d'humiliation, favorisant une renaissance de l'orgueil national russe et d'un nationalisme revancharde (un peu comme l'Allemagne après le traité de Versailles).

Dans ce contexte il ne suffit pas d'exiger bruyamment la paix pour que les armes se taisent – un cessez-le-feu. Les sanctions, pour avoir une utilité, doivent s'accompagner d'une prise en compte des problèmes politiques réels posés : appartenance ou non de l'Ukraine à l'Otan et à ses dispositifs militaires, non dépendance vis-à-vis de la Russie, une certaine autonomie aux zones majoritairement peuplées de populations russophones mais garantissant les frontières actuelles de l'Ukraine, etc...

QUEL SOUTIEN AU PEUPLE UKRAINIEN ?

Quelle solidarité avec le peuple ukrainien et avec les pacifistes russes ? Quel soutien à la résistance populaire ukrainienne ? Pour une solution politique : Quelles sont les armes de la politique, c'est-à-dire de la diplomatie ? En même temps faut-il livrer les armes c'est-à-dire prendre part au conflit en fournissant des moyens de guerre et bientôt des soldats ou des avions ?

Pour une réponse à ces questions cruciales il faut prendre en compte les évolutions technologiques qu'a connues la guerre depuis le début de ce siècle et même avant : missiles hypersoniques, drones pilotés à distance, robots tueurs, cyberguerre, et peut-être plus grave encore, miniaturisation de l'arme atomique pour être utilisables.

Trois remarques initiales

1) Le risque d'une guerre nucléaire est désormais à l'ordre du jour (pendant la guerre froide elle le fut deux fois au moins : crise de Cuba en 1962, crise des Euromissiles en 1978-1979).

2) Situer notre engagement pour une mobilisation permanente et élargie à toute l'Europe ce qui signifie travailler pour la construction d'un nouveau mouvement pacifiste et antinucléaire.

3) C'est la génération de lutte contre le « global warming » qui se trouve devant la menace de la guerre qui peut devenir nucléaire. En ce sens, considérant que la guerre actuelle détruit plus que jamais le vivant et devient une démarche suicidaire pour l'humanité (prévue par le philosophe allemand Gunter Anders) la lutte contre la guerre se situe désormais comme lutte fondamentalement écologique et donc comme priorité à égalité avec la lutte contre le réchauffement climatique.

Dans l'immédiat la mobilisation pour la paix c'est d'abord se battre pour une protection et une assistance – une défense – des droits de la population de l'Ukraine sans distinction de langue et de culture, être avec la société civile, avec tous ceux et celles Ukrainiens, Russes et Biélorusses qui n'approuvent pas la guerre. Ce qui signifie demander la garantie des corridors humanitaires, envoyer une aide médicale, et l'accueil des réfugiés.

Ces exigences doivent accompagner bien sûr celle du cessez-le-feu.

Peut-on contribuer à l'arrêt du conflit avec l'envoi d'armes et même de soldats à l'Ukraine ?

La question de l'envoi d'armes aux Ukrainiens fait évidemment débat non seulement sur le principe, elle pose d'énormes questions : envoyer des armes sur le champ de bataille est-ce servir la paix ou amener les Russes à négocier ou à frapper plus fort ? Faut-il envoyer des armes défensives (des armes anti-char par exemple ? Quelles logistiques supposent-elles ? Qui décide ? Quel contrôle, au départ et à l'arrivée ? Qui en profiterait ? Comment favoriser une nécessaire désescalade militaire ? Et éviter une course aux armements dans une Europe qui se militarise toujours davantage (cf l'Allemagne).

C'est un renforcement des sanctions économiques avec effet immédiat qui doit être l'arme « politico-économique utilisée par l'UE pour faire reculer Poutine, y compris si cette arme entraîne des coûts importants pour notre économie. Cf le cas de Total qui refuse de plier bagage et autres exemples de ce type

Quelques remarques supplémentaires :

Un processus de négociation efficace ne peut passer par l'OTAN (construite sur le principe de l'affrontement avec la Russie) mais par les organisations internationales comme institutions dédiées à la recherche des moyens d'aboutir à la paix et à la sécurité partagée. C'est le cas en particulier de l'OSCE qui est la seule institution où Russie, Etats-Unis et tous les pays de l'Europe et d'Asie centrale peuvent dialoguer sur un pied d'égalité, dans un cadre multilatéral et qui doit être agréé par l'ONU.

Accorder une grande place à la problématique nucléaire, à un moment où on entend parler d'une possible utilisation d'armes nucléaires tactiques en Ukraine par Poutine. À ce problème s'ajoute la question de toutes les installations nucléaires en Ukraine (notamment les 15 réacteurs) qui sont autant de menaces nucléaires avec risque d'accidents du fait de missiles tombant sur un réacteur, désorganisation du personnel qui assure la sécurité, circuit de refroidissement endommagé, etc.

Dans l'immédiat, à l'occasion des présidentielles, il faut noter deux prises de position importantes et intéressantes : celle de Mélenchon à l'Assemblée nationale et celle issue du débat des Verts à partir d'un texte de Jérôme Gleize, soutenue par notre camarade Didier Rod, qui situent leur position sur la non-violence dans ce conflit. Le problème reste la capacité de Jadot de la prendre en compte, ce qui est loin d'être assuré... Il faut signaler un point de vue intéressant de Pierre Khalfa de la Fondation Copernic.

Cette situation repose la question centrale de la constitution d'un mouvement mondial issu de la société civile contre l'armement nucléaire. C'est probablement de cela qu'il faudrait discuter.

Bernard Ravenel
9 mars 2022